

Selon un rapport de l'Insee, le passage aux 35 heures a contribué à la baisse des coûts salariaux unitaires.

Par LUC PEILLON

C'est une étude sur laquelle le gouvernement devrait rester discret. Publiée hier par l'Insee, cette comparaison européenne du coût de la main-d'œuvre entre 1996 et 2008 vient mettre à mal nombre d'idées reçues, réhabilitant au passage les 35 heures, et flinguant au tournant le projet de TVA sociale.

#### DES COÛTS HORAIRES DU TRAVAIL CONVERGENTS

Première chose, et ce n'est pas une surprise : la France se situe dans le peloton de tête des pays européens en terme de coût du travail. Avec 33,16 euros de l'heure dans l'industrie manufacturière en 2008 (contre 27,82 euros en moyenne dans la zone euro), elle est le cinquième pays le plus cher de l'ex-UE à 15.

#### DÉCRYPTAGE

Elle reste néanmoins, à un cheveu près, moins onéreuse que l'Allemagne (33,37 euros), et l'évolution de son coût horaire (3,4% en moyenne annuelle entre 1996 et 2008), se situe dans la médiane de l'ex-UE à 15. Dans le secteur des services, cette progression (3,2%) est même inférieure à la médiane. Et la réduction du temps de travail, note l'Insee, n'a contribué qu'à hauteur de 10% à cette hausse globale du coût du travail entre 1996 et 2008, finalement modérée.

Alors certes, l'Allemagne, notamment dans le secteur industriel, a vu son coût de la main-d'œuvre augmenter moins vite (+1,9%) que la France, au prix d'une véritable politique de modération salariale. Mais ce phénomène s'inscrit aussi dans un mouvement de convergence des coûts du travail en Europe, qui voit les plus élevés baisser, et les plus faibles fortement augmenter. «C'est dans les pays où le coût horaire était le plus bas en 1996 [Portugal, Grèce, Irlande] que le taux de croissance annuel a été



PHOTONONSTOP

## Coût du travail : la France, chère mais productive

le plus fort entre 1996 et 2008», écrivent ainsi les auteurs de l'étude. Pour l'Irlande, il a par exemple atteint le rythme annuel de 6% par an... Chez les nouveaux entrants, il s'est envolé entre 2004 et 2008 : de plus de 15% par an en Lituanie,

Estonie et Roumanie, et de 20% en Lettonie.

Si, par ailleurs, le coût du travail connaît de fortes disparités sectorielles, elles n'expliquent pas forcément la meilleure compétitivité d'un pays sur tel ou tel produit.

Ainsi, rappelle l'Insee, L'Allemagne détient, dans l'industrie automobile, le coût horaire du travail le plus élevé d'Europe, supérieur de 29% à celui de la France, «alors même que le secteur automobile a contribué, dans une large mesure,

à la dégradation du solde commercial de la France».

#### DES COÛTS SALARIAUX UNITAIRES PLUS HOMOGENES

Plus intéressant encore : l'Insee ne s'arrête pas au coût horaire du travail, «un facteur parmi d'autres du niveau de compétitivité d'un pays», mais s'intéresse également à la productivité. Ce qui, l'un dans l'autre, permet d'aboutir au coût salarial unitaire (CSU), c'est-à-dire celui par unité produite, beaucoup plus pertinent pour comparer la compétitivité-coût entre pays. En effet, un pays avec un coût horaire du travail élevé peut être plus compétitif si sa productivité est supérieure. Avec cet indicateur, les écarts entre les pays de l'Ex-UE à 15 sont ainsi trois fois moins importants qu'avec le coût horaire du travail, les pays où il est élevé compensant avec une forte productivité. Et sur ce point, les évolutions sont beaucoup moins

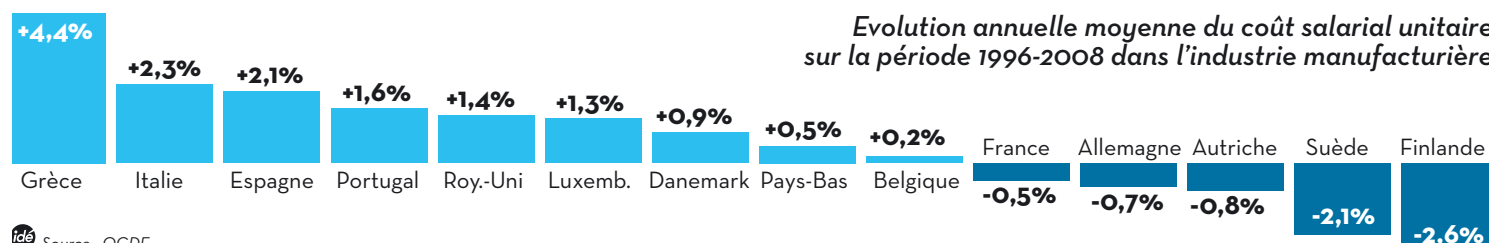
#### Un pays au coût horaire du travail élevé peut être plus compétitif si sa productivité est forte.

défavorables à la France. Ainsi, depuis 1996, l'Hexagone voit son CSU dans l'industrie baisser de 0,5% par an (-0,7% en Allemagne), alors qu'il augmente, par exemple, au Danemark (+0,9%), au Royaume-Uni (+1,4%) ou en Italie (+2,3%). Plus piquant encore : en France, l'essentiel de la baisse s'est produite entre 1996 et 2000, c'est-à-dire au moment de la mise en place des 35 heures pour les entreprises volontaires, période où a eu lieu la majeure partie de la baisse du temps de travail. Même si, ajoute l'Insee, la France a aussi connu à cette époque une forte croissance.

#### UNE TVA SOCIALE SANS EFFET ?

L'étude de l'Insee, enfin, apporte une autre information : «A moyen terme, le taux de cotisations sociales employeurs n'est pas un déterminant du coût horaire de travail.» En réalité, «seul le niveau global de taxe compte, pas la répartition entre cotisations sociales employeurs, salariés et impôt sur le revenu». Notamment au Danemark, où la protection sociale est largement financée par l'impôt sur le revenu, l'employeur doit concéder un salaire net plus élevé qu'ailleurs au salarié... pour payer ses impôts. Un mécanisme qui pourrait être le même avec une TVA venant financer la protection sociale. ◀

#### REPÈRES



Source : OCDE